
Conférence du désarmement

19 mars 2009

Français

Compte rendu définitif de la mille cent trente-troisième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 19 mars 2009, à 10 h 10

Président: M. Idriss JAZAÏRY (Algérie)

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Le Président: Je déclare ouverte la 1133^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Nous avons ce matin sur la liste des orateurs le représentant du Nigéria, M. Angbara Awanen, et le représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Duncan. Au cas où d'autres délégations souhaiteraient prendre la parole, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'en informer au cours de nos débats.

(L'orateur poursuit en anglais)

Je donne tout d'abord la parole au distingué représentant du Nigéria, M. Angbara Awanen.

M. Awanen (Nigéria) *(parle en anglais)*: Monsieur le Président, comme c'est la première fois que la délégation nigériane prend la parole durant la présente session, je tiens à vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour la session de 2009. Permettez-moi aussi de saisir l'occasion pour vous assurer, vous et les cinq autres Présidents de la session de 2009, de l'appui et de la coopération sans réserves de ma délégation pour rechercher un terrain d'entente dans cette instance.

Ma délégation s'associe aux diverses positions déjà adoptées par le Groupe des 21 sur un ensemble de questions depuis le début de la présente session.

La Conférence du désarmement doit sortir de l'impasse parce qu'elle est la seule instance de négociation entre grands et petits pays sur la maîtrise des armements et le désarmement. En fait, aucun pays, que je sache, ne met en doute la sagesse de l'approche collective des questions de sécurité internationale. C'est pourquoi il est très important que les membres de la Conférence mettent au point une approche consensuelle des tâches importantes qui incombent à cette instance.

Nous avons bien commencé cette année en arrêtant notre ordre du jour, comme nous l'avons fait sans trop de difficultés les années précédentes. La fixation des priorités, comme l'expérience l'a montré, n'est que la partie facile du travail. La véritable difficulté consiste à aller au-delà de ce rituel annuel et de commencer les travaux sur les questions que nous jugeons tous importantes. Nous devons maintenant sortir du cycle d'espoir, d'occasions manquées et de désespoir qui ont caractérisé nos travaux au cours des dernières années en écoutant ce que chacun a à dire et en collaborant pour parvenir à un accord sur un programme de travail.

Ma délégation, comme beaucoup d'autres, estime que la priorité pour la Conférence est d'arrêter rapidement un programme de travail équilibré, équitable et prenant en compte les préoccupations de tous les membres. Compte tenu des difficultés que connaît actuellement la Conférence, il est évident qu'un progrès, aussi faible soit-il, ne sera possible que si les membres donnent autant qu'ils espèrent recevoir. Ce type de compromis, comme nous le savons tous, nécessitera un certain degré de souplesse fondé sur une ferme volonté politique, une volonté dont seules nos diverses capitales peuvent faire preuve. Nous appelons donc toutes les délégations à adopter une perspective plus large, celle d'un monde où la sûreté et la sécurité seraient renforcées. Il s'agit d'une responsabilité collective.

Le Nigéria appuie l'initiative des six Présidents telle qu'elle est présentée dans le document CD/1840 et, avant cela, dans le document CD/2007/L.1, tel qu'il avait été complété successivement par les documents CD/2007/CRP.5 et CD/2007/CRP.6, parce qu'il considère, après avoir procédé à une minutieuse évaluation, que ces efforts constituent une base réaliste qui doit permettre à la Conférence de surmonter les difficultés qu'elle rencontre depuis longtemps. Il y a deux ans, la Ministre nigériane des affaires étrangères de l'époque a pris la parole devant cette instance et a déclaré que le Nigéria était favorable à l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs en tant que mesure pratique visant à

atteindre les deux objectifs de désarmement et de non-prolifération. Aujourd'hui, la délégation nigériane attend avec impatience un lancement rapide de négociations sur un tel traité.

Une fois de plus, ma délégation tient à réaffirmer qu'elle appuie les efforts qui ont déjà été faits, mais elle reste ouverte à de nouvelles idées qui permettraient à la Conférence de se relever et de fonctionner comme elle le devrait. Il a fallu trop de temps à la Conférence pour passer des paroles aux actes. Cette année devrait être différente et l'adoption d'un programme de travail semblerait être le fortifiant dont la Conférence a sérieusement besoin pour se rétablir. Ma délégation est prête à collaborer avec les autres pour atteindre cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le distingué représentant du Nigéria pour sa contribution et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Duncan, du Royaume-Uni.

M. Duncan (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole en votre présence, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à ce poste.

Je voudrais juste appeler l'attention de mes collègues sur un important discours qu'a prononcé le 17 mars, il y a deux jours à peine, le Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Gordon Brown, lors d'une conférence sur le cycle du combustible nucléaire tenue à Londres. Le texte complet de ce discours peut être téléchargé sur Internet. Le moyen le plus facile d'y accéder est probablement d'aller sur mon blog, que vous trouverez en cherchant «FCOblogs/duncan» sur Google.

Je voudrais, avec votre indulgence, juste appeler l'attention sur certains des points soulevés par M. Gordon Brown. Comme je l'ai dit, c'est un long discours et le texte complet peut être téléchargé. Le Premier Ministre a évoqué le fait que beaucoup, dont le Président Obama, partagent notre ambition ultime d'un monde exempt d'armes nucléaires, mais nous devons être bien conscients que le chemin sera difficile et que nous arriverons au bout en plusieurs pas et non en un seul bond.

À chaque pas, nous devons nous efforcer de renforcer la confiance et la conviction que les mesures visant à prévenir la prolifération fonctionnent et que les États dotés d'armes nucléaires avancent à grandes enjambées pour honorer leurs engagements. Le Premier Ministre a appelé l'attention sur la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération qui se tiendra l'année prochaine et a déclaré qu'il se réjouissait à l'idée de coopérer avec les autres nations.

En application du compromis que représente le TNP, tous les États ont le droit d'exploiter l'énergie nucléaire à des fins civiles, mais il leur incombe de rejeter le déploiement et la mise au point d'armes nucléaires. En outre, les États qui sont dotés d'armes nucléaires doivent en réduire le nombre. Par suite, dans les mois à venir, la Grande-Bretagne coopérera avec les autres pays afin d'établir une feuille de route pour la Conférence de 2010.

Le Premier Ministre a ajouté que ce compromis juste et équitable contient deux éléments centraux: toutes les nations ont le droit d'accéder à l'énergie nucléaire à des fins civiles dans des conditions de sécurité et de sûreté et sous réserve de l'application de processus multilatéraux adéquats de vérification, des sanctions plus sévères devant être appliquées à ceux qui enfreignent les règles, et les États dotés d'armes nucléaires doivent aussi énoncer beaucoup plus clairement les responsabilités dont nous devons, nous aussi, nous acquitter.

Pour sa part, le Royaume-Uni présentera des plans détaillés pour la gestion future de ses stocks de matières fissiles et, sur la voie menant vers les consultations de 2010, il

étudiera les meilleurs moyens de régler la question des stocks qu'il a accumulés. Le Royaume-Uni s'engage à présenter des propositions à l'échelle internationale pour le contrôle multilatéral du cycle du combustible nucléaire. Il s'efforcera d'établir des partenariats innovants avec les milieux industriels, les milieux universitaires et les gouvernements afin de poursuivre les travaux de recherche-développement qui permettront de résoudre les difficultés techniques que nous rencontrerons inmanquablement pour mettre au point un cycle du combustible nucléaire en évitant les risques de prolifération.

Le Premier Ministre a appelé l'attention sur la nécessité de progresser entre-temps dans l'action multilatérale, dont les premières phases sont constituées par l'engagement d'urgence des négociations, sans conditions préalables, sur un traité interdisant la production de matières fissiles et par la signature et la ratification par tous les États du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Les États ont des intérêts nationaux, mais la limitation de la production des matières fissiles pouvant servir à la fabrication d'armes et l'interdiction des essais d'armes nucléaires sont deux objectifs ambitieux et atteignables, dont nous pensons qu'ils concordent avec les besoins et les intérêts à long terme de tous les États.

Le Premier Ministre a en outre annoncé, comme nos principaux partenaires le savent ici, que le Royaume-Uni a réduit le nombre de ses armes nucléaires de 50 % depuis 1997 et qu'il s'est engagé à ne conserver que la force minimale nécessaire pour maintenir une dissuasion effective. Pour ce qui est des futurs sous-marins, selon sa toute dernière évaluation, le Royaume-Uni pourra satisfaire à cette condition avec 12 et non pas 16 tubes lance-missiles comme dans ses sous-marins actuels.

En Grande-Bretagne, le nombre de têtes militaires opérationnellement disponibles est maintenant inférieur à 160 et le Gouvernement contrôle ce nombre en permanence. S'il est possible de réduire encore le nombre d'armes du Royaume-Uni, conformément à sa politique nationale de dissuasion et en fonction des progrès réalisés dans les discussions multilatérales, la Grande-Bretagne sera prête à le faire.

Ainsi, si nous sommes unis contre ceux qui voudraient menacer notre sécurité, voire, dans certains cas, notre existence, nous avons cette semaine proposé un plan pratique pour honorer les engagements qui ont été pris. Nous sommes convaincus que l'heure doit être à l'initiative et à la confiance ainsi qu'à la communauté des objectifs, et non à la faiblesse, au recul ou à la régression. Nous voulons aller de l'avant, en étant pleinement conscients de l'importance de la tâche qui nous incombe pour l'avenir des générations futures à travers le monde, dans un voyage commun vers un monde libre de la crainte de sa propre destruction, un voyage d'espoir dans lequel une coopération énergique avec des amis qui étaient autrefois des ennemis définit l'époque actuelle. Faisons en sorte qu'il soit appuyé par un pacte d'espoir qui nous conduise à une société véritablement mondiale, constituée non pas d'ennemis qui se craignent les uns les autres, mais de partenaires prêts à coopérer en toute confiance pour la paix.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le distingué représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Duncan, pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence.

J'accueillerais avec satisfaction toute indication que pourraient nous donner d'autres distingués membres quant à leur intention de nous faire partager leur sagesse. Je vois qu'aucune délégation ne demande la parole. Je compte toujours beaucoup sur leur sagesse pour guider nos pas, comme l'a indiqué aussi le distingué représentant du Nigéria, pour tirer parti des conditions favorables qui semblent prévaloir actuellement et sortir dès que possible de l'impasse en ce qui concerne le programme de travail, afin que nous puissions avancer.

Je citais il y a quelques jours Goethe qui disait «Gott gibt uns nüsse, aber er knackt sie nicht für uns» (Dieu nous donne les noix, mais il ne les casse pas pour nous). Je pense donc qu'une possibilité existe pour assurer la crédibilité de la Conférence du désarmement. Il serait bon que nous cassions cette noix et que nous le fassions au plus vite.

Je suggère aussi, si vous avez la possibilité de nous faire profiter de votre sagesse à la prochaine séance de la Conférence du désarmement, que vous envisagiez de nous le faire savoir à l'avance. Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste et je suggère donc de clore cette séance et de nous retrouver le 26 mars à 10 heures dans cette même salle.

Il ne semble pas y avoir d'objection. Il en est ainsi décidé et la séance est levée.

La séance est levée à 10 h 25.